

INSTITUT MONTAIGNE



RESUME

Mondialisation et dépossession démocratique :

LE SYNDROME DU GYROSCOPE

Luc FERRY

"Philosophie de la liberté par excellence, le libéralisme s'engageait à rendre les hommes de plus en plus responsables d'eux-mêmes. Or c'est sa propre victoire, puisque la mondialisation est bien libérale par essence, qui conduit peu à peu à en faire des êtres démunis de toute emprise réelle sur le cours du monde, et par là même, déresponsabilisés comme jamais dans l'Histoire". Partant de ce constat, la note de Luc Ferry pose plusieurs questions : "A quoi tient cette curieuse impression que, malgré leurs naïvetés et leurs coupables erreurs d'analyse, les altermondialistes n'ont pas complètement tort", alors qu'ils "posent en réalité une question clé : dans le monde en mouvement perpétuel où nous vivons, avons-nous encore prise sur notre destinée collective?".

Un idéal républicain remis en cause

De fait, pour Luc Ferry, "l'idéal républicain nous faisait une promesse inouïe : celle selon laquelle les êtres humains, les citoyens désormais égaux entre eux, allaient enfin pouvoir faire leur histoire". Or, "c'est très exactement cette promesse qui vacille aujourd'hui, en raison des effets de la mondialisation". A travers cette mondialisation, précisément, c'est "bel et bien avant tout le problème de l'action collective et, par contrecoup, celui de la gouvernabilité des démocraties que doit être posé et pensé à nouveau frais". Recyclant "tout l'héritage de Mai 68", les mouvements altermondialistes sont reliés par le sentiment plus ou moins diffus "que le cours du monde échappe aux simples citoyens, que la politique est aujourd'hui balayée par des logiques économiques et financières non maîtrisables par les individus", avec le sentiment que "plus rien ne dépend non seulement d'eux-mêmes, mais, ce qui est beaucoup plus grave encore, de leurs leaders politiques désormais impuissants face à ces processus qu'aucune volonté ne parvient à domestiquer".

Pour Luc Ferry, "le diagnostic est loin d'être faux", car si un "homme politique de premier plan a sans doute du pouvoir sur d'autres hommes, notamment sur ceux qui l'entourent et qu'il peut nommer ou dénommer à sa guise", "sur le cours du monde, qui au fond seul importe, c'est une tout autre affaire". Ainsi, "face à ce 'procès sans sujet' d'une mondialisation qu'aucune 'gouvernance mondiale' ne parvient à maîtriser, le cadre de l'Etat-nation, et, avec lui, de formes traditionnelles de la démocratie parlementaire, paraît étrangement étriqué pour ne pas dire dérisoire".

Une réponse néo-républicaine erronée

Luc Ferry rejette cependant sans appel "le succès résiduel de ceux qui entendent nous convaincre, à l'image de nos néo-républicains, qu'un retour en arrière est possible, que la vieille alliance de la science et du progrès n'est qu'affaire de civisme et de volonté politique". On "aimerait tant y croire", écrit Luc Ferry, "qu'un coefficient non négligeable de sympathie s'attache inévitablement à leurs propos nostalgiques", même si "nous savons bien qu'ils sont définitivement hors sujet". Or, si "les visages traditionnels de la science et de la démocratie républicaines sont aujourd'hui fragilisés, ce n'est pas simplement par irrationalisme, ni seulement par manque de civisme, mais, paradoxalement, par fidélité

aux principes des Lumières et du libéralisme politique", poursuit Luc Ferry. Il convient donc d'apprendre à "ne plus confondre deux figures bien différentes de l'antimodernisme" : la première, "apparue avec le romantisme en réaction aux Lumières, s'appuyait sur la nostalgie des paradis perdus pour dénoncer les artifices de l'univers démocratique", dans laquelle une part de l'écologie contemporaine puise encore ses racines. La seconde remet quant à elle en cause "la science et la démocratie d'Etat-nation" : c'est donc "à l'hypermodernisme et non à l'esprit de réaction que les principales critiques du monde moderne s'alimentent" aujourd'hui.

Privilégier la critique interne de la démocratie

Considérant que ce n'est plus de l'Etat-nation isolé et affaibli "que les remèdes à nos peurs peuvent provenir", Luc Ferry indique que "la politique doit donc, si elle veut retrouver le lustre qui était le sien naguère encore, changer d'échelle", ce qu'il n'envisage pas avec optimisme en se penchant sur la construction européenne.

Luc Ferry invite surtout, pour lutter contre la dépression démocratique, à "préférer résolument la critique interne, celle qui ne vise plus à en finir avec la démocratie au nom d'un ailleurs sublime, mais à dénoncer ses défauts ou ses trahisons au nom des promesses qui sont bel et bien les siennes, et qu'elle tient cependant fort mal ou trop peu". Rappelant que "le cœur de la démocratie, c'est l'idée d'égalité" et que nous "sommes infiniment loin d'en avoir épuisé les promesses", Luc Ferry propose de "travailler à innover" dans cette perspective.

S'éloignant des perspectives définies notamment par le président de la République et le Premier ministre, et se rapprochant en revanche des idées de Nicolas Sarkozy, Luc Ferry prône une réflexion sur la discrimination positive, écrivant : "Il va donc nous falloir, quelle que soit notre répugnance de républicains français à le faire, tenter d'envisager à notre façon des problématiques qui nous viennent du monde anglo-saxon : celle de la discrimination positive, bien entendu, qu'on devra reprendre de fond en comble dans ce contexte pour lui trouver, le cas échéant, des modalités d'adaptation compatibles avec notre idéal républicain". Cette réflexion, pour lutter contre la dépression démocratique est d'autant plus nécessaire, selon Luc Ferry, qu'il est "impossible, quoi qu'on dise, d'exiger de nos concitoyens qu'ils adhèrent aux principes de la République s'ils ont le sentiment légitime qu'on se moque d'eux", car "parler de lutte contre les communautarismes est louable, et même nécessaire... à condition que la réalité où vivent ceux à qui l'on demande un effort ne ressemble pas à une prison communautarienne dont il serait de facto rigoureusement impossible de s'échapper".

Le second projet défendu par Luc Ferry concerne la deuxième chance, pour ceux qui ont quitté le système scolaire sans diplôme ou sans qualification suffisante. Cette deuxième chance pourrait prendre la forme d'un chèque de formation initiale tout au long de la vie pour reprendre des études. Luc Ferry "aurait aimé (...) pouvoir inscrire dans la future loi d'orientation (sur l'école) quelques grands dessins de cette nature". Pour Luc Ferry, "c'est au rôle de l'Etat qu'il faut revenir, auxiliaire efficace d'une société civile dont il peut aider les évolutions favorables, mais qu'il ne peut certainement plus prétendre régenter comme par le passé".